Contre l'extrême droite le féminisme est une arme

Partout, les forces d'extrême droite progressent, et ce sont d'abord les femmes qui en font les frais. Du Rassemblement national aux courants réactionnaires qui l'entourent, une même ambition se dessine : confiner les femmes à la sphère domestique, exercer un contrôle sur leur corps, fragiliser le droit à l'IVG et remettre en cause l'égalité entre les sexes. À l'École, cette offensive prend la forme d'une stigmatisation de l'Éducation à la Vie Affective, Relationnelle et à la Sexualité, et des questions liées au genre et de l'égalité filles-garçons, présentés comme des dangers à combattre, alors qu'ils sont des outils d'émancipation et de prévention.

Nous rejetons les discours masculinistes qui font de l'égalité une menace pour les hommes et justifient la domination masculine en la présentant comme un ordre naturel.
Nous refusons également de réduire les violences sexistes et sexuelles à une prétendue « insécurité immigrée ». Cette instrumentalisation raciste masque la réalité : ces violences se produisent majoritairement dans l'entourage : dans plus de 80 % des cas la victime connaît son agresseur, et dans 45 % des cas il s'agit de son (ex) conjoint. Les violences sexistes et sexuelles ne sont pas des faits divers, elles sont un outil de domination.

La défense des femmes est mobilisée par l'extrême droite de manière sélective. Si les député·es ont voté la loi intégrale dans son premier passage à l'Assemblée nationale, c'est aussi après avoir fait supprimer l'article protégeant les femmes migrantes victimes de violences. Les mêmes votent contre les lois qui protègent les victimes et retirent les subventions aux associations.

À l'École, nous le voyons au quotidien. Il ne faut que quelques minutes à l'ouverture d'un compte sur un réseau social pour qu'un·e adolescent·e soit confronté·e à des contenus masculinistes qui font la promotion de stéréotypes sexistes, projettent une vision hiérarchique de la société, la valorisation de la force physique et de la domination et le rejet de la responsabilité des difficultés sentimentales ou sociales.

La CGT Éduc'action et SUD Éducation revendiquent l'adoption d'une loi-cadre intégrale contre les violences sexistes et sexuelles, accompagné d'un budget dédié d'au moins 3 milliards d'euros.

CGT Educ' Action de l'Académie de Reims
reims@cgteduc.fr 06 32 39 64 52 www.cgteducreims.fr
CGT Educ'action ac Reims